

COVID-19 (CORONAVIRUS)

Foire aux questions

Dernière mise à jour : 30 septembre 2020

Ce document vous est présenté afin de répondre aux questions que vous pourriez avoir sur l'impact de la pandémie de la COVID-19 sur l'administration de votre régime d'assurance collective et pour vous fournir de l'information sur les mesures d'exception qui sont prises par iA Groupe financier pendant cette période. Nous continuons de surveiller l'évolution de la situation et nous maintiendrons à jour ce document au fur et à mesure que la situation progresse.

Ces renseignements vous sont fournis à titre indicatif seulement et ne doivent pas être interprétés comme des conseils juridiques, fiscaux, financiers ou professionnels. En cas de divergence entre cette foire aux questions et votre police d'assurance collective, cette dernière aura préséance. Nous vous invitons à demander un avis professionnel avant de prendre toute décision.

TABLE DES MATIÈRES

| | |
|--|----------|
| Renouvellement et paiement des primes..... | 2 |
| 1. Est-ce que le renouvellement de ma police peut être différé? | 2 |
| 2. Est-ce que le délai de grâce pour le paiement des primes sera ajusté? | 2 |
| 3. Considérant le fait que les soins dentaires ont été limités aux traitements d'urgence pendant un certain temps, est-il possible d'obtenir une réduction de prime pour cette garantie?..... | 2 |
| 4. Comment adhérer au paiement des primes par prélèvement bancaire préautorisé?..... | 3 |
| Administration (mises à pied temporaire, admissibilité) | 3 |
| 5. Est-ce que les dispositions relatives aux mises à pied temporaires sont modifiées?..... | 3 |
| 6. Comment est traitée l'invalidité d'un participant qui survient pendant qu'il était en mise à pied temporaire, alors que la garantie d'assurance invalidité avait été maintenue au préalable? | 3 |
| 7. Lorsque les garanties d'assurance invalidité ne sont pas maintenues pendant une période de mise à pied temporaire, comment sont appliquées les dispositions relatives à la remise en vigueur de l'assurance, et plus particulièrement le traitement de la clause de conditions préexistantes en invalidité? | 3 |
| 8. Est-ce que les participants peuvent choisir quelles garanties ils veulent maintenir en vigueur pendant la période de mise à pied temporaire? | 3 |
| 9. Que se passe-t-il si le nombre d'heures travaillées pour un participant tombe sous le seuil minimum requis pour être admissible à l'assurance collective? | 4 |
| 10. Y a-t-il un impact si un employeur souhaite changer la contribution des participants au paiement de la prime d'assurance collective?..... | 4 |
| 11. Est-ce possible de résilier temporairement une police d'assurance collective? | 4 |

12. Est-ce possible de résilier temporairement l'ensemble des garanties d'une catégorie de participants? 4
13. Est-ce possible de résilier temporairement une garantie couverte par la police d'assurance collective (par exemple, les soins dentaires)? 5
14. Quelle est la différence entre une mise à pied temporaire de tous les employés, sans maintien des garanties, et une résiliation temporaire de la police? 5

RENOUVELLEMENT ET PAIEMENT DES PRIMES

1. Est-ce que le renouvellement de ma police peut être différé?

R : Toute demande de report de renouvellement sera analysée au cas par cas.

2. Est-ce que le délai de grâce pour le paiement des primes sera ajusté?

R : Nos polices d'assurance collective prévoient un délai de grâce de 31 jours. Dans les circonstances exceptionnelles actuelles, les primes payables pour les mois de mars, avril, mai et juin 2020 seront sujettes à un délai de grâce de 60 jours.

Mesure terminée

3. Considérant le fait que les soins dentaires ont été limités aux traitements d'urgence pendant un certain temps, est-il possible d'obtenir une réduction de prime pour cette garantie?

R : Nous avons accordé un crédit équivalent à 60 % de la prime de la garantie de soins dentaires, pour les mois d'avril et de mai 2020, pour les garanties pleinement assurées¹. Le crédit d'avril a été appliqué à la facture de juin (émise le 20 mai) et le crédit de mai a été appliqué à la facture de juillet (émise le 20 juin).

Comme les cabinets dentaires du pays reprennent graduellement un horaire régulier, selon les directives de santé publique, l'état de préparation de chaque cabinet dentaire et la demande des clients, nous avons adopté une approche différente selon les provinces. Le tableau ci-dessous indique les crédits du mois de juin qui seront appliqués sur la facture du mois d'août (émise le 18 juillet). Le montant total du crédit sera établi en fonction de la province de résidence des participants.

| Province des participants | Crédit |
|--|--------|
| Ontario | 37 % |
| Québec | 20 % |
| Colombie-Britannique | 21 % |
| Prairies (Alb., Man., Sask.) | 15 % |
| Atlantique (N.-É., N.-B., Î.-P.-É. T.-N.-L.) | 31 % |
| Territoires (Yn, T.N.-O., Nt) | 20 % |

Mesure terminée

Les groupes autofacturés ou administrés par une tierce partie peuvent également bénéficier du crédit. Toutefois, le moment où ce dernier sera accordé dépendra des procédures de facturation de l'administrateur tiers ou du groupe autofacturé.

¹ Sans arrangement financier, ni rétention ou RASNA

4. Comment adhérer au paiement des primes par prélèvement bancaire préautorisé?

R : Pour recourir à ce mode de paiement, vous devez remplir le formulaire *Entente de débits préautorisés* (F54-863) et nous le retourner par courriel à assurancecollective@ia.ca.

ADMINISTRATION (MISES À PIED TEMPORAIRE, ADMISSIBILITÉ)

5. Est-ce que les dispositions relatives aux mises à pied temporaires sont modifiées?

R : Notre clause standard de mise à pied temporaire prévoit que l'assurance collective du participant pourra être maintenue en vigueur pour une période n'excédant pas trois mois, sans aucune sélection individuelle. Toutefois, ces dispositions varient d'une police à l'autre, et peuvent inclure ou non la prolongation de l'assurance invalidité.

Dans le contexte de la COVID-19, et à la demande du titulaire de la police, nous acceptons de maintenir les garanties pendant une période maximale de six mois, avec ou sans garantie d'assurance invalidité, peu importe ce qui est prévu à la police. Aucune sélection individuelle par participant n'est permise, mais le titulaire de la police pourrait appliquer des dispositions différentes pour une catégorie de participants par rapport à une autre. Mesure terminée

6. Comment est traitée l'invalidité d'un participant qui survient pendant qu'il était en mise à pied temporaire, alors que la garantie d'assurance invalidité avait été maintenue au préalable?

R : Si la police prévoit déjà une disposition relative à une invalidité qui débute alors que le participant n'est pas effectivement au travail, elle continuera de s'appliquer. Sinon, le délai de carence débutera à la date prévue de retour au travail de l'assuré.

7. Lorsque les garanties d'assurance invalidité ne sont pas maintenues pendant une période de mise à pied temporaire, comment sont appliquées les dispositions relatives à la remise en vigueur de l'assurance, et plus particulièrement le traitement de la clause de conditions préexistantes en invalidité?

R : Les dispositions de remise en vigueur de l'assurance s'appliquent, c'est-à-dire que si l'absence a été de moins de 12 mois (ou autre, selon les polices), l'assurance invalidité peut être remise en vigueur lorsque le participant retourne au travail sans qu'il ne soit nécessaire de refaire une période d'admissibilité, ni de réinitialiser la clause de conditions préexistantes en assurance invalidité.

8. Est-ce que les participants peuvent choisir quelles garanties ils veulent maintenir en vigueur pendant la période de mise à pied temporaire?

R : Aucune sélection individuelle par participant n'est permise, mais le titulaire de police pourrait appliquer des dispositions différentes pour une catégorie de participants par rapport à une autre.

9. Que se passe-t-il si le nombre d'heures travaillées pour un participant tombe sous le seuil minimum requis pour être admissible à l'assurance collective?

R : Dans le contexte actuel, nous acceptons de donner à ces participants le même traitement que ceux qui sont en mise à pied temporaire. Si l'employeur prévoit une prolongation de toutes les garanties pour les mises à pied temporaires, il pourra le faire également pour ceux dont les heures de travail ont diminué.

Les revenus de ces participants n'auront pas à être modifiés aux fins de l'assurance. Ces participants seront considérés comme des employés qui ne sont pas effectivement au travail pour l'application des dispositions relatives à une invalidité qui survient alors que l'employé n'est pas activement au travail. Le revenu utilisé sera celui du dernier jour de travail au cours duquel l'employé était admissible. Mesure terminée

10. Y a-t-il un impact si un employeur souhaite changer la contribution des participants au paiement de la prime d'assurance collective?

R : Toutes les primes d'assurance collective sont payables par le titulaire de la police. La contribution des participants au paiement de la prime est une décision de l'employeur. Notez toutefois que les prestations d'invalidité deviennent imposables dès que l'employeur contribue au paiement de la prime d'assurance invalidité.

11. Est-ce possible de résilier temporairement une police d'assurance collective?

R : Oui, une police d'assurance collective peut être résiliée conformément aux dispositions de résiliation de la police. Toutefois, dans le contexte actuel, nous acceptons que la résiliation soit temporaire. Ainsi, la police pourra être remise en vigueur avec la même structure, les mêmes taux et conditions si cette remise en vigueur s'effectue moins de trois mois après la résiliation. Au-delà de trois mois, une évaluation des taux sera requise.

La résiliation de la police d'assurance collective doit être considérée comme une mesure de dernier recours car elle prive d'assurance collective l'ensemble des participants. Si toutefois un titulaire de police souhaite procéder à la résiliation, ce dernier sera responsable d'en informer les participants.

12. Est-ce possible de résilier temporairement l'ensemble des garanties d'une catégorie de participants?

R : Oui, les garanties d'assurance collective d'une catégorie de participants peuvent être résiliées temporairement. Toutefois, étant donné que ce changement peut avoir un effet sur la couverture et les taux des participants qui demeurent couverts, l'approbation d'iA Groupe financier est requise avant de procéder.

Une fois l'approbation obtenue, il n'est pas nécessaire de faire un avenant au contrat d'assurance collective, pourvu que l'assureur reçoive une demande écrite de la part du titulaire de la police. Bien que le livret des participants ne sera pas mis à jour, leurs garanties deviendront inactives.

Le titulaire de la police est responsable d'informer les participants de la résiliation temporaire des garanties d'assurance collective liée à la pandémie de la COVID-19.

13. Est-ce possible de résilier temporairement une garantie couverte par la police d'assurance collective (par exemple, les soins dentaires)?

R : Oui, une garantie d'assurance collective peut être résiliée temporairement et remise en vigueur à une date ultérieure. Cependant, une évaluation des taux sera requise avant la remise en vigueur, peu importe la date. Le titulaire de police est responsable d'informer les participants de tout changement de couverture lié à la pandémie de la COVID-19.

Il n'est pas nécessaire de faire un avenant au contrat, pourvu que l'assureur reçoive une demande écrite de la part du titulaire de la police. Bien que le livret des participants ne sera pas mis à jour, la garantie résiliée deviendra inactive.

14. Quelle est la différence entre une mise à pied temporaire de tous les employés, sans maintien des garanties, et une résiliation temporaire de la police?

R : Un employeur pourrait mettre à pied l'ensemble de ses employés et décider de ne pas maintenir la couverture d'assurance collective pour ces derniers. Cependant, la police d'assurance collective demeurera en vigueur et les dispositions relatives au retour au travail des employés s'appliqueront, que le retour au travail des employés soit graduel ou non.

Si, en revanche, la police est résiliée temporairement, elle devra être remise en vigueur avant le retour au travail des employés afin que leurs couvertures soient réactivées. Cette mesure en est une de dernier recours. Pour pouvoir conserver la même structure, les mêmes taux et conditions, la remise en vigueur de la police doit s'effectuer moins de trois mois après la résiliation. De plus, la réglementation du Québec exige un préavis de 30 jours avant de mettre fin à l'assurance médicaments. Ce préavis n'est pas requis dans le cas des mises à pied temporaires.

Nous continuerons de suivre de très près l'évolution de la situation et cette foire aux questions sera mise à jour sur une base régulière.

ON S'INVESTIT, POUR VOUS.